

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19060 - 74ÈME ANNÉE

Législatives partielles dans la 7e circonscription

Gilles Leperlier appelle au rassemblement pour l'emploi

Samedi à l'Étang Salé, Gilles Leperlier a annoncé sa candidature à l'élection législative partielle qui va se tenir dans la 7e circonscription. Cette conférence de presse s'est déroulée en présence de représentants des communes concernées par cette élection. Le candidat a évoqué le contexte de ce scrutin. « Cette élection est inattendue. Elle intervient dans un contexte, un an après l'élection des 7 députés et la situation continue de se détériorer », a-t-il dit. Les chiffres du chômage sont qualifiés de « jamais vu ». C'est le résultat d'une politique qui s'est aggravée avec le nouveau président de la République. La campagne sera courte et devra se concentrer sur l'essentiel, poursuit-il.

Gilles Leperlier rappelle qu'il a commencé ici, ces premiers pas militants était d'être délégué de classe au collège de l'Étang Salé. Il vient des Canots, « dans les hauts on est confronté à l'enclavement, au manque d'activité ». A 18 ans, il crée l'association PADJ, qui organisait des activités, des randonnées, des voyages sans aucune subvention.

Cela montre l'importance du tissu associatif à La Réunion, et celui d'accompagner ces structures. Or, ce sont les premières touchées par les restrictions budgétaires. Accompagner ce tissu associatif sera une des premières batailles à mener en tant que député.

Améliorer les transports

La question des transports est un autre dossier évoqué par le candidat. Le problème des Hauts, c'est la nécessité d'avoir un véhicule personnel pour se déplacer. D'où l'importance de moyens de transport collectifs et adaptés au désenclavement de ces quartiers, c'est un autre combat que compte mener Gilles Leperlier à l'Assemblée nationale.

Gilles Leperlier n'avait pas les moyens d'aller en France faire des études. Il est parti à l'Université au Tampon. En 2003, il mettait une demi-heure pour faire le trajet. Aujourd'hui, le même oblige à une heure de parcours. Le manque d'alternative au tout-automobile pose problème. La progression de l'embouteillage matinal sur la route des Tamarins en est l'illustration.

À La Réunion, il est indispensable de mettre les moyens dans un transport ferré, avec un maillage avec d'autres modes de transport. Un autre projet est la route de moyenne altitude de Piton Saint-Leu à Saint-Joseph, route de développement pour la circonscription.

De la fondation de l'UNEF-Réunion à celle de l'AJFER

A son arrivée à l'Université, Gilles

Leperlier a constaté que la vie étudiante est très peu active au Tampon. Il participe alors à la création de l'UNEF à La Réunion. La première mobilisation était contre le « contrat première embauche » en 2006, un moyen de précariser les jeunes. « Nous dénonçons la précarité encore aujourd'hui, comme le recours à des contractuels pour les postes vacants de professeur des écoles », ajoute-t-il.

Au Tampon, les filières n'étaient pas complètes et la lutte a porté sur l'ouverture de la 3e année d'histoire-géo.

A Saint-Denis, l'UNEF avait poussé l'Université au tribunal pour rembourser 200.000 euros de frais d'inscription illégaux. Aujourd'hui, c'est la lutte contre la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

En tant que vice-président du CROUS, il a revendiqué une allocation d'autonomie pour les étudiants indépendamment des revenus des parents, de 800 à 900 euros par mois. Le financement peut se faire en regroupant toutes les aides existantes, ainsi que la demi-part fiscale. C'est une proposition de loi qui peut garantir l'avenir des jeunes.

En 2009 arrive le moment du COSPAR. Avec les membres du COSPAR, une plate-forme commune, des avancées sont obtenues, car tout le monde a mis ses différences de côté pour se réunir sur l'essentiel. La question de l'emploi aux Réunionnais était centrale.

Vint ensuite la création de l'AJFER, avec une revendication portée dans des conditions difficile, celle de l'emploi pour les Réunionnais à La Réunion. Elle s'appuie sur le constat d'un système qui pénalise les Réunionnais, notamment dans l'Éducation nationale. L'objectif est de faire la transparence sur les recrutements. La situation et les mentalités ont évolué depuis, pour faire prendre conscience que le Réunionnais est capable à La Réunion.

L'essentiel, c'est l'emploi

Gilles Leperlier présente alors les propositions pour l'emploi qu'il défendra. Tout d'abord un moratoire sur 15 ans pour qu'aucun poste dans la fonction publique ne soit mis au mouvement national. Ensuite, que toutes les offres d'emploi soient déposées à Pôle emploi, contre moins de la moitié aujourd'hui. Autre proposition : anticiper les besoins pour que les formations correspondent aux années de préparation aux diplômes. Ce plan prévisionnel des emplois est à mettre en place d'urgence.

Toutes ces propositions ne coûteront pas un euro supplémentaire.

Gilles Leperlier rappelle aussi qu'il milite au PCR. Il prend conscience que ce qui se passe ailleurs concerne La Réunion. Il appelle donc à valoriser les atouts pour arriver à l'autonomie énergétique en 2030. Cela peut créer des milliers d'emplois durables.

Le secteur de l'aide à la personne est un autre secteur créateur d'emplois. Il manque 40.000 places en crèches, dans une génération, 40.000 personnes seront dépendantes. C'est un besoin à anticiper, d'où l'urgence à agir à structurer un grand service dans l'aide à la personne.

C'est aussi valable pour l'environnement. Notre île est en danger à cause du manque de moyen pour préserver le patrimoine naturel.

Les espèces invasives sont le résultat d'un manque d'entretien. De nombreux emplois pourraient être créés.

Gilles Leperlier plaide aussi pour le développement du tourisme dans les Hauts, d'autant plus qu'ils sont inscrits dans le Patrimoine mondial par l'UNESCO.

Une autre urgence est de sauver la filière canne-sucre. Un rassemblement est possible sur le pivot de l'agriculture réunionnaise. Cette agriculture peut aussi voir la structuration de nouvelles filières, comme les plantes médicinales dont les qualités pharmaceutiques sont reconnues.

« Nous pouvons trouver un accord et nous rassembler sur la question de l'emploi », souligne le candidat soutenu par le PCR.

Lutte contre la pauvreté

Ce projet réunionnais, Gilles Leperlier l'a défendu dans la 6e circonscription l'an dernier. La révision constitutionnelle est ainsi l'occasion à ne pas rater afin de donner des moyens aux Réunionnais.

La question des revenus est également à l'ordre du jour. Le père de Gilles Leperlier est payé au SMIC depuis 40 ans comme chauffeur de

bus. « Comment accepter que ces personnes qui créent de la richesse soient si peu payées ? Cela pose le problème de la répartition des richesses. La force de travail doit être valorisée ». Son grand-père, après une vie de bazardier, touche moins de 200 euros de retraite par mois. Une situation inacceptable qui est le quotidien de nombreux Réunionnais. D'où cette proposition : « aucun revenu en dessous du seuil de pauvreté ».

Cette situation doit se faire entendre à la tribune de l'Assemblée nationale. Si on se rassemble en tant que Réunionnais, on ne manque pas d'atout pour faire avancer, nou lé kapab pour not péi.

Enfin, pour la NRL, « il faut la terminer mais cela ne peut pas être au détriment des Réunionnais d'un point de vue environnemental et financier ». D'où la demande d'une mission d'expertise pour faire le point sur ce projet et en tout état de cause, la poursuite du chantier ne peut pas passer par l'ouverture de la carrière de Bois-Blanc.

M.M.

Maurice Gironcel : « Rassembler les Réunionnais sur un projet réunionnais »

Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, précise que « Gilles Leperlier est notre candidat naturel dans cette circonscription. Le PCR mise sur la jeunesse, notre atout principal pour notre pays ».

« Gilles Leperlier a porté la preuve que des résultats ont été obtenus par ses actions. Au-delà des élections de députés, il y aura les municipales. Gilles Leperlier a tous ses atouts pour jouer un rôle important à l'Étang Salé ».

Maurice Gironcel rappelle que la situation de La Réunion traduit un système à bout de souffle. Il faut aller au-delà de la départementalisation. Il rappelle que les APE sont discutés dans le dos des Réunionnais, changer cela suppose une nouvelle gouvernance.

La décision de soutenir la candidature de Gilles Leperlier a été prise à l'unanimité du Comité central du PCR. L'ensemble du PCR sera mobilisé dans cette élection. « La candidature de Gilles Leperlier ne peut laisser personne indifférent. Faisons en sorte que le résultat soit à la hauteur des espérances ». « Il est possible de rassembler les Réunionnais sur un projet réunionnais, et Gilles sera le candidat des Réunionnais ».

Edito

Journée mondiale contre la traite des êtres humains : réparation pour les «Enfants de la Creuse»

Ce 30 juillet est la Journée mondiale contre la traite des êtres humains. Cet odieux trafic fait encore de nombreuses victimes dans le monde. L'UNICEF souligne que parmi elles, près du tiers sont des enfants. La proportion est encore plus grande en Afrique et en Amérique centrale.

Aucun continent n'est épargné par la traite des êtres humains. Les victimes sont essentiellement des personnes qui viennent de classes sociales vivant dans la pauvreté. C'est par ce crime que s'est effectué une grande partie du peuplement de La Réunion. C'est pourquoi la commémoration de cette Journée mondiale ne peut être passée sous silence dans notre île.

Cette traite, elle a eu lieu aussi dans l'autre sens. C'est en effet un crime comparable qu'ont subi de jeunes Réunionnais enlevés à leur famille et exilés de force en France. Or, les propositions de la commission mise en place par le gouvernement pour examiner cette affaire ne prennent pas en compte la dimension criminelle du préjudice subi. En effet, en quoi la création d'un lieu de mémoire pour des personnes encore vivantes va réparer quoi que ce soit ? Visiblement, le simple versement d'une aide pour financer un billet d'avion et un séjour sont loin d'être suffisante.

En effet, le préjudice subi par les victimes correspond à un crime clairement défini dans le Code pénal sous le titre «traite d'êtres humains en bande organisée», il est réprimé par une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans de prison, et une amende de 3 millions d'euros. C'est la loi, et elle doit s'appliquer dans un Etat, la France, qui a reconnu que l'esclavage et la traite sont des crimes contre l'humanité, et qui a même été jusqu'à instituer chaque 10 mai une journée des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Nout kiltir

Un grand hommage réunionnais à Maximin Boyer



Ce vendredi 27 juillet dans l'après-midi, soit au lendemain de son décès à 62 ans des suites d'une longue maladie, le grand artiste et militant culturel réunionnais Maximin Boyer a été inhumé par ses proches au cimetière de Saint-Pierre, après une grande cérémonie à l'église du Bon Pasteur à La Ravine Blanche. De nombreux amis et admirateurs de cet artiste engagé étaient présents à cette cérémonie très émouvante,

présidée par le Père Philippe Lauret, entouré d'une belle chorale religieuse et d'artistes des groupes Renésens, Lagarrigue et autres proches de Maximin Boyer.

À noter aussi la présence de plusieurs personnalités du monde syndical, politique et associatif réunionnais qui sont venues rendre hommage à ce défenseur de l'identité de notre peuple et de son droit à la responsabilité dans plusieurs de ses chansons. Nous

pouvons citer par exemple Max Banon, responsable de la CGTR, Élie Hoarau, le président du Parti Communiste Réunionnais, et Idriss Issop-Banian, président du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion.

Et parmi les chants réalisés dans ce sens par Maximin Boyer avec son groupe Kayanmbé, nous pouvons citer notamment "Hymne La Réunion", paru dans son dernier CD en octobre 2017 et co-réalisé notamment avec Idriss Issop-Banian, Patrice Treuthardt et Dominique Aupiais. Parmi les messages de ce chant admirable, citons cet appel : «Alon mèt la min ansanm pou bann marmay i lèy, pou zot gagn viv an pé isi La Rényon, (...) pou zot gagn viv an pé an dalonaz».

Comme l'a dit vendredi Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, "Témoignages" exprime aussi ses sincères et fraternelles condoléances à toute la famille et à tous les proches du défunt. Et comme l'a dit hier à ses obsèques le Père Philippe Lauret, «soyons fidèles à l'œuvre de ce grand penseur réunionnais». Viv Maximin !

Correspondant

In kozman pou la rout

« La lang i fé, la lang i défé »

Zot i an souvien zistoir Ezop ? Boug-la té in zésklav l'avé la sazèss dan la tête. In zour lo roi i domann ali fé kui lo méyèr kari ké néna ! Lo boug i sava bazar épi li ashtë la lang. Lo roi i manz mé li trouv sa in pé ragoulan. Donk li domnn son onm a tou fèr pou fé lo pli mové manzé li koné. Mèm to, log a i ashtë la lang épi li ansèrv sa son roi an kary. Sinplomman pou li fé konprann : la lang sé lo méyèr élo pli mové z'afèr néna. La lang i fé in répitasyon. La lang i défé in répitasyon. Zordi i diré sé bann médyà : pli méyèr é pli pir z'afèr néna dann nout sosyété. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Rencontre entre Xi Jinping et Pravind Jugnauth

Renforcement du partenariat entre la Chine et Maurice

Maurice était la dernière étape du voyage de Xi Jinping dans cinq nations du Moyen-Orient et de l'Afrique. Il s'est auparavant rendu aux Emirats arabes unis, au Sénégal, au Rwanda et en Afrique du Sud, où il a participé au 10e sommet des BRICS à Johannesburg.

La Chine souhaite être toujours un bon ami et un bon partenaire de Maurice et promouvoir les relations de coopération bilatérale amicale pour qu'elles atteignent des niveaux toujours plus élevés, a déclaré samedi le président chinois Xi Jinping à Port-Louis.

M. Xi a tenu ces propos au cours de sa rencontre avec le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth, durant sa visite amicale à Maurice.

La Chine et Maurice, étant tous les deux des pays en voie de développement, partagent un processus de développement similaire, a-t-il indiqué, notant que de nouvelles opportunités majeures se présentent aujourd'hui à eux pour le développement de leurs relations.

Aux côtés de l'Afrique

Les deux parties doivent explorer le potentiel de coopération concrète, faciliter davantage le commerce bilatéral et la libéralisation des investissements, conclure le plus tôt possible un accord de libre-échange, afin de mettre en valeur l'avantage géographique unique de Maurice dans le cadre de l'initiative "la Ceinture et la Route", renforcer la communication et la coopération dans de nombreux domaines, a-t-il poursuivi, ajoutant que les deux pays doivent également approfondir les

échanges entre peuples pour une meilleure compréhension mutuelle. Au sujet des relations Chine-Afrique, Le président Xi a déclaré que la Chine et l'Afrique formaient une communauté à l'avenir partagé dans laquelle les deux parties relèvent les défis ensemble, ainsi qu'une communauté d'intérêts communs qui mène une coopération mutuellement bénéfique.

Quelle que soit l'évolution du paysage international et quels que soient les progrès faits par la Chine en matière de développement, le pays se tiendra toujours aux côtés du continent africain et des autres pays en voie de développement et restera un ami sincère et un partenaire fiable pour l'Afrique, a déclaré M. Xi. Il a indiqué que la Chine et l'Afrique avaient décidé d'organiser ensemble le Sommet de Beijing du Forum de coopération sino-africaine (FCSA) en septembre, et qu'il est impatient de discuter des projets de coopération Chine-Afrique dans la nouvelle ère avec les dirigeants africains, dont le Premier ministre Jugnauth.

«La Ceinture et la Route»

Ce dernier a renouvelé ses vœux de bienvenue au président chinois pour son escale à Maurice, une visite amicale historique, déclarant que les deux pays bénéficiaient d'une amitié de longue date basée sur l'héritage historique et les liens interpersonnels. Maurice remercie la Chine pour son soutien et son assistance indéfectibles, porte une grande attention à son développement dans la nouvelle ère, admire ses réussites significatives et tient des propos élogieux sur la proposition de M. Xi de bâtir une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, a affirmé M. Jugnauth. Maurice va continuer de soutenir la politique d'une seule Chine, salue l'initiative "la Ceinture et la Route" et est disposé à renforcer la coopération amicale et mutuellement bénéfique avec la Chine, a-t-il déclaré.

Source Xinhua

Quelques projets financés par la Chine à Maurice

Cela fait plusieurs décennies que la Chine contribue au développement des infrastructures dans le pays. En voici quelques exemples :

- Bagatelle Dam (Bagatelle)
- Jin Fei Smart City (Jin Fei) (en construction, sous plusieurs phases)
- Aéroport SSR (Plaisance)
- Sky Garden (Trianon) (en construction)

Autres projets financés ou construits :

- Siège de la MBC (Réduit)
- Complexe sportif polyvalent (Côte-d'Or) (construction en cours)
- Stade Anjalay
- Écoles primaires de Belle-Mare et d'Albion.

Oté

L'égoïs na poin son plas dann la lite bann pèp !

In vyé dalon mi koné bien. Mèm inn an parmi sak la fé La Rényon koméla na poin lontan la sonn amoin. Sanm pou moin li la poz amoin sak mi pé apèl in fo problèm, é li la poz amoin in vré problèm, in problèm de fon.

Dann in mèm fraz li la di amoin, li lé pou lo rotour bann shagosien dann z'ot péi natal, mé li domann sirtou koman ni pé débaras anou avèk lo kolonyalism fransé. Donk sanm pou moin, noré d'après li in sort kontradiksyon rant nout pozisyon « internasyonalis » épi la nésésité pou nou « dékoloniz nout péi ».

Antansyon li la pa di amoin i fo pa ède bann shagosien dann z'ot konba pou rotourn shé zot, dann z'ot péi natal. Zamé li noré di in n'afèr konmsa vi son zidé antikolonyalis anti inpèryalis de tou tan. Mé, sanm pou moin li noré lèss amoin antann ni pouré shoizir rant nout pozisyon internasyonalis épi nout posisyon anti kolonyalis. Si la pa sa, moin lé sir li va sonn amoin.

L'èrla mi domann amoin si nou néna in shoi pou fé rant vanj pou nout libérasyon épi ède lé zot dann z'ot libérasyon. Pou moin non, ni doi mène not prop konba épi ède lé zot dann z'ot prop konba. L'égoïsm na poin son plas dann la lite bann pèp.

(la pankor fini-domin pou la suit)

Justin